

Le Premier ministre britannique tire le bilan de ses six mois de présidence de l'Union européenne et souhaite bonne chance à l'Autriche.

« Nous devons inventer un idéal européen »

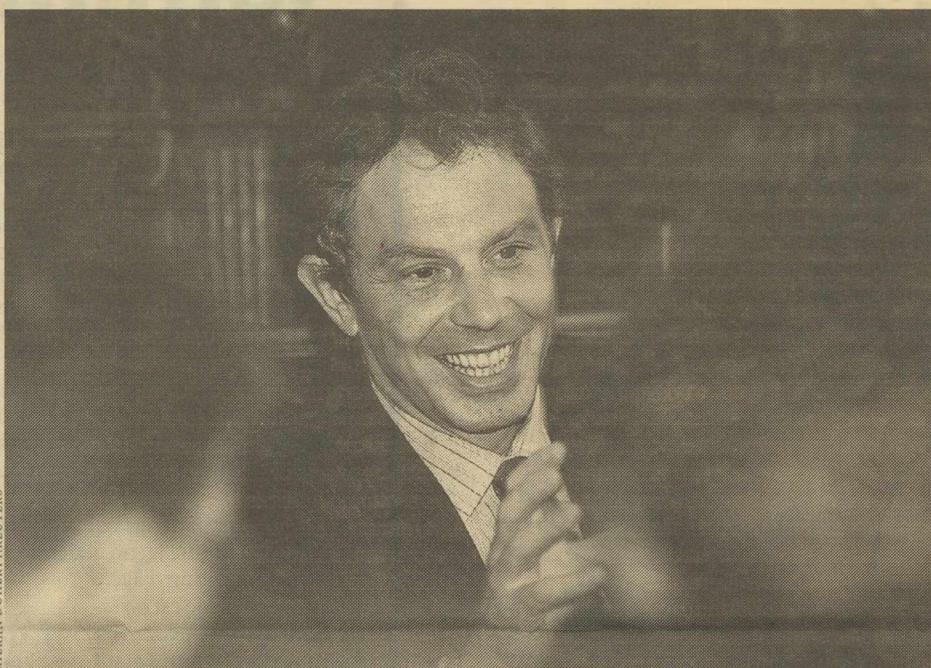
PAR TONY BLAIR

La date d'aujourd'hui restera marquée d'une croix dans l'histoire de l'Europe de l'après-guerre. La Banque centrale européenne ouvre ses portes. L'Union monétaire voit le jour, et elle le fait dans les temps et avec le soutien des marchés. J'irai à Francfort assister à son inauguration et lui exprimer tous mes vœux de succès. C'est aussi aujourd'hui que s'achève la présidence britannique de l'Union. Le bâton passe à l'Autriche, que je sais impatiente de relever le défi et fin prête.

Il est difficile de se faire une vue d'ensemble d'une présidence en exercice, car le détail de l'action au quotidien obscurcit bien souvent le tableau. J'espère que nous avons fait preuve de compétence et de professionnalisme pour coordonner les affaires de l'Union, et que c'est un Conseil en bon ordre de marche que nous transmettons à nos successeurs. Mais je pense que cette présidence aura été importante pour trois raisons. Premièrement parce que les relations de la Grande-Bretagne avec l'Union se sont transformées depuis l'arrivée au pouvoir de mon gouvernement, il y a un peu plus d'un an, et que le temps des affrontements à quatorze contre un est révolu, comme on l'a vu à nouveau à Cardiff. Deuxièmement parce qu'un consensus s'est aujourd'hui dégagé sur le fait que l'UEM et l'élargissement – les deux avancées historiques des six derniers mois – exigeaient des réformes économiques de fond. Et, troisièmement, parce que nous nous sommes également entendus à Cardiff pour engager une réflexion sur l'avenir de l'Europe. La réforme s'impose, là aussi, si nous voulons avoir le peuple avec nous dans les quelques années à venir, qui seront décisives.

Revendiquer comme une conquête de la présidence l'amélioration de nos relations avec l'Union peut paraître curieux à première vue. Mais ceux d'entre nous qui ont assisté aux querelles qui nous ont fait tant de tort ces vingt dernières années comprendront. J'y vois pour mon pays une grande avancée. Je crois aussi que nous avons maintenant quelque chose de plus à offrir à l'Europe. On a vu lors de notre présidence que c'est une génération politique différente qui est arrivée aux affaires en Grande-Bretagne, une génération qui ne trouve rien de contradictoire à s'engager de façon constructive en Europe tout en défendant les intérêts nationaux.

Sur l'Union économique et monétaire, la position de mon gouvernement est claire. Le chancelier Gordon Brown l'a précisée au mois d'octobre en ces termes : « Si la monnaie unique se révèle un succès, et si son bien-fondé économique devient incontestable, alors le gouvernement estime qu'il y aura lieu pour la Grande-Bretagne de l'adopter. » Si nous ne faisons pas partie de la première vague, c'est que nous n'y avons pas intérêt sur le plan économique et non en raison de prétendues considérations constitutionnelles supérieures, comme nombre de conservateurs britanniques veulent le croire. Nous n'avons pas



Tony Blair plaide pour un renforcement des liens entre l'Union et les citoyens.

varié depuis le mois d'octobre. Mais ce qui a changé, c'est que l'UEM est en train de voir le jour et que nous devons tous – à commencer par la City – nous préparer à son avènement. Nous reconnaissons qu'il peut y avoir des avantages à la monnaie unique. Car une monnaie assise sur des bases macro-économiques saines peut être une force de stabilité dans le monde et un catalyseur de croissance dans l'Union européenne. En tout état de cause, le succès de la monnaie unique intéresse l'ensemble de

l'Union, y compris les pays qui ne font pas partie de la première vague. Si nous l'adoptons à l'avenir, ce sera pour répondre à l'intérêt économique de la nation, intérêt que nous jugerons en fonction d'un certain nombre de critères, définis par le chancelier. Et si au final le gouvernement en recommande l'adoption, c'est le peuple qui aura le dernier mot, par voie de référendum.

La Banque centrale européenne aura la charge cruciale de réussir le lancement de l'euro. Le processus de désignation de Wim Duisenberg n'a pas été facile, mais ce qui comptait, comme je l'ai dit à l'époque, c'était d'asseoir la crédibilité de l'institution. Si nous nous sommes donné tant de mal pour y parvenir, c'est précisément pour garantir l'indépendance de la Banque.

Pourquoi plaidons-nous pour la réforme de l'Europe? Parce que les gens, en Grande-Bretagne comme ailleurs, trouvent l'Union trop centralisée, la prise de décision trop lointaine et la politique économique enfermée dans un carcan de réglementations. Ces reproches ne justifient pas un rejet de l'Europe. Mais ils méritent d'être entendus – ce que nous avons fait à Cardiff. Je suis pour l'Europe, sans hésitation. Mais je suis aussi pour la réforme, tant économique que politique.

En matière économique, nous avons besoin d'une Europe d'ouverture, de concurrence, de

stabilité macro-économique, et de dynamisme et d'innovation dans l'offre de biens et de services. Notre main-d'œuvre a soif d'éducation et non de réglementation. Le Marché unique demande à être piloté. Je rejette le laisser-faire. Comme je rejette l'économie dirigée.

La troisième voie, c'est reconnaître à l'Etat le rôle clef qui lui revient d'aiguillon de l'initiative et de la responsabilité, qualités indispensables à l'épanouissement des hommes et des entreprises sur le nouveau marché mondial. Il ne faut pas abandonner le modèle social européen, mais le réformer, pour rendre solidaire le monde des marchés financiers internationaux des mutations industrielles et des révolutions technologiques d'aujourd'hui. L'ordre du jour des réformes arrêté à Cardiff montre que l'Union est prête à relever le défi.

L'élargissement vient encore ajouter au plaidoyer en faveur de la réforme. Nous ne saurions laisser les rentes de situation faire échec à l'obligation historique qui est la nôtre vis-à-vis des anciens pays communistes d'Europe de l'Est. Ils ont choisi la voie de la démocratie. Nous devons les aider à emprunter celle de la prospérité. L'UEM, l'élargissement et les réformes qui vont de pair transformeront le visage de l'Union. Ce qui m'amène à la troisième grande nouveauté de ces six derniers mois – la prise de conscience qui s'est faite de la nécessité d'en restaurer la légitimité pour gagner

les esprits et les cœurs à des changements de pareille ampleur.

Nous devons inventer un idéal européen qui permette aux gens d'adhérer au partenariat européen sans se sentir menacés dans leur identité nationale. Dans certains domaines, tels que le crime, l'environnement et la politique étrangère et de sécurité commune, nous intégrerons plus avant. Nous avons besoin d'une Commission forte pour garantir le bon fonctionnement du Marché unique et d'une cour de justice forte pour s'en faire le gendarme. Mais dans d'autres domaines, il y a bien davantage que nous puissions faire à l'échelle nationale, régionale et locale. Nous devons réfléchir sans œillères au lien à tisser entre l'Union et ses citoyens. Le débat est engagé. Nous l'avons ouvert à Cardiff. Nous le poursuivrons lors du sommet informel prévu au mois d'octobre.

Demain, la Grande-Bretagne passe le relais à l'Autriche – pays bien décidé, je le sais, à faire de sa première présidence un succès. L'Union vit une période passionnante. Nous sommes à fond derrière l'Autriche. L'une des choses que j'ai apprises ces six derniers mois, c'est que la présidence tournante de l'Union est très prenante pour un gouvernement, mais que la manière dont on l'exerce pèse finalement sur le cours des choses, d'où la nécessité pour tous de jouer la bonne partition.

(Traduit de l'anglais par Marie-Laure Lanchou)

Plus de 200 000 personnes utilisent le 7 pour faire des économies.

Et vous ?